

A V I S

DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

8 – 15 août 2018



| Allô, allô ? |

« Les civilisations de masse ont élevé le bruit au rang d'écho collectif. Nous en sommes au point où le bruit rassure. Le bruit a, en effet, plusieurs mérites non négligeables. Il crée une sorte de fausse unanimité et, du même coup, abolit l'individu, engourdit la conscience. Il est cher, pour cette raison même, à l'oreille de la société. Il noie toute signification cohérente dans le chaos d'un parler indistinct. Le bruit est le langage actuel de l'Humanité. »

Georges Henein, *L'esprit frappeur*

Pour approcher le sujet aussi complexe que désespérant qu'on appelle souvent « la perte du langage », peut-être pourrions-nous partir d'un quelconque exemple. Quoique très souvent utilisé, ce n'est pas toujours une façon de procéder des plus honnêtes. En choisissant les exemples, on peut en effet facilement fausser le raisonnement, ou plutôt amener le lecteur ou l'interlo-

uteur à des conclusions qui existaient déjà préalablement dans la tête de celui qui écrit ou parle. Partir de l'exemple, de ce qu'on appelle communément « un fait », relève souvent de la déduction logique marchant sur un pied : on choisit le « fait » pour arriver plus facilement à une conclusion. Le raisonnement deviendrait alors caduque si un autre « fait » était pris comme point de départ. Remarquez que les discussions ou dialogues tournent souvent en rond justement à cause de ces procédés-là : un fait est soulevé pour « prouver » une thèse, un autre est soulevé pour la contester, et ainsi de suite... A la fin, la discussion stagne, car elle ne parvient pas à passer le seuil vers un dialogue en réciprocité sur les idées, ce qui est bien autre chose qu'un duel de faits, toujours interprétables et ré-interprétables à volonté, acrobaties du langage aidant.

MARS, près de Cannes (France).

Dans un avertissement sorti en août, *Quelques marins anarchistes rescapés de Kronstadt* communiquent : « Mars 2018, dans les environs de Cannes, nous avons coulé, en faisant des trous dans la coque, le bateau à voile d'un ingénieur affilié à la Bonatti SPA, entre autre responsable du gazoduc TAP en Italie.

Contre leur énergie qui alimente ce monde inhumain, action ! M. Simon, si vous n'abandonnez pas ce poste, vous perdrez la maison en plus du bateau. Vous conviendrez avec nous que ce n'est pas avantageux. »

JUILLET 2018

Début juillet, Marseille (France).

Un utilitaire *Engie* est incendié boulevard Hilarion Boeuf. Le communiqué de *minimalist* précise notamment « *Inéo (filiale d'Engie) a été choisie pour la mise au point de la plateforme Big Data de Marseille* ».

5 et 23/07, Bad Liebenstein (Allemagne).

Le local du parti d'extrême-droite AfD a par deux fois ses vitres brisées à coup de pierres.

7/07, Hanovre (Allemagne). Deux camions de l'armée sont incendiés dans la zone industrielle de Hannover-Hainholz. Ils sont entièrement détruits. « *Pour un monde sans domination !* », dit le communiqué

Ceci dit, allons-y gaiement. Disons que des anarchistes se retrouvent sur une place quelconque pour y distribuer des tracts, contenant un texte avec un langage concis, parlant de quelque chose qui s'est passé (une révolte, une belle action directe, l'annonce d'un projet du pouvoir, une répression particulière, peu importe), analysant tant bien que mal le contexte dans lequel cette chose s'est déroulée et arrivant, parfois à coups de slogans un peu prêt-à-porter mais pas toujours, à proposer sur cette place un raisonnement ou une évocation de leurs idées générales contre ce monde et sur la vie. Est-on *vraiment* sûr qu'un tel tract puisse encore être compris ? Car pour arriver à une « compréhension » (à titre contre-informatif, pour soulever les cœurs et les bras, pour chercher des complicités, pour identifier l'ennemi, peu importe), certains éléments de base sont tout de même nécessaires. Ce qui pour l'un est un « fait qui est arrivé », ne l'est pas forcément pour l'autre, parce qu'il ne peut relier l'évocation de ce fait avec rien de ce qu'il a vu sur youtube et suivi sur son mur facebook. En ce qui concerne l'analyse de ce fait, quelques instruments de la raison sont également indispensables – on peut difficilement saisir une analyse *uniquement* avec le ressenti –, comme des procédés logiques ou une certaine capacité à la conceptualisation, afin de pouvoir passer d'un fait à un contexte ou de pouvoir relier entre eux deux faits singuliers. Une telle lecture visant à la compréhension d'un simple tract, tout en étant bien sûr différente selon chaque individu, requiert en outre un minimum de temps et une certaine concentration. Enfin, pour effectuer le saut de l'analyse vers le domaine des idées, ce sont des exigences encore plus extravagantes qui se posent à l'individu : imagination, abstraction, créativité, capacité de raisonnement,... En somme, est-on *vraiment* sûr que notre tract puisse encore être compris ?

Par le passé, malgré leur nombre souvent restreint, les anarchistes ont produit des quantités incroyables de papier. Tracts, journaux, revues, brochures, livres. A côté de l'agitation à l'oral, tous des moyens écrits pour bousculer les certitudes, nourrir les esprits, secouer la pensée, briser les chaînes de la superstition et des préjugés, propager l'idée étaient de mise. En comparaison, les socialistes et les communistes, mal-

gré leur nombre souvent bien plus massif, ne s'y sont pas attelés de façon si persistante et si grandiose que les anti-autoritaires.

Bien sûr, la lutte contre l'analphabétisme n'a pas été menée seulement par les anarchistes. Socialistes, progressistes, philanthropes et à partir d'un certain moment, même les religieux s'y sont mis. Enfin, avec la nécessité grandissante du capitalisme de disposer d'une main d'œuvre légèrement plus instruite, avec la tendance de l'État à renforcer toujours plus sa prise sur les individus afin de les transformer en « citoyens » notamment à travers l'éducation scolaire, et, pourquoi pas – nous ne sommes pas de pieux croyants au seul déterminisme économique – avec une certaine volonté libérale d'émanciper les « pauvres d'esprit », l'analphabétisme n'a plus été considéré comme une vertu par la domination, mais comme une plaie. Évidemment, savoir lire et écrire n'est pas une capacité « neutre ». Elle est intrinsèquement liée au langage, qui est à son tour « créateur de mondes ». Les campagnes d'alphabétisation et de scolarisation de la quasi totalité des populations européennes n'ont ainsi pas donné le résultat tant attendu par les anarchistes du siècle passé : plutôt que des esprits libres et émancipés, ayant leurs idées propres et étant munis de facultés de raisonnement et d'imagination, ce qui est ressorti des écoles et de leurs casernes fut en général des êtres obéissants et endoctrinés.

Si cela n'a pas empêché qu'éclatent de grands soulèvements contre l'existant – la voix du ventre, de la misère et de l'oppression ayant ses raisons propres –, le manque d'esprits libres et d'individualités a tout de même constitué une limite énorme lorsque de nouveaux pouvoirs sont arrivés : l'adhésion populaire aux fascismes, l'acceptation de la dépossession des soviets par les bolchéviks ou de la participation de la CNT au gouvernement pour transformer la révolution en guerre, ne s'expliquent pas seulement par des rapports de force ou de basses considérations tactiques. Face aux logiques du quantitatif et de l'efficacité, la liberté d'esprit individuelle est ce qui permet à la fois de conserver un regard critique, y compris sur ce qui nous est proche au-delà toute idéologie, et ce qui permet d'ouvrir les portes vers d'autres mondes, vers d'autres possibilités que celles dictées par les besoins matériels, techniciens ou militaires.

11/07, Hambourg (Allemagne).

Des agences de la *Commerzbank* et de la *Deutsche Bank* dans trois quartiers mangent des pierres et de la peinture, pour leur rôle de financiers de l'industrie de guerre allemande, impliquée dans la guerre turque contre le Rojava.

12/07, Münster (Allemagne).

Les portes d'entrée du tribunal sont brisées à coup de pierres, en solidarité avec les incarcérés du G20 « *et de la guerre sociale* ».

13/07, Lesquin (France).

Près de l'aéroport de Lille, deux sans-papiers parviennent à se faire la belle la veille d'un week-end de fièvre nationaliste. Si un troisième a été rattrapé au pied des grillages, les deux autres courent toujours.

15/07, Saint-Hippolyte-du-Fort (France).

Dans le Gard, pendant que le maire fête la victoire de l'équipe de France de football, sa voiture personnelle est incendiée dans le village avec des fumigènes.

15/07, Hambach (Allemagne).

La gare du village est paralysée par un court-circuit volontaire, en solidarité avec la lutte contre la mine de lignite à ciel ouvert située à côté.

16/07, Coulounieix-Chamiers (France).

En Dordogne, un sous-répartiteur *Orange* est incendié près du pont sur lequel passe l'A89. Mais pas n'importe lequel, précisément celui qui dessert la zone d'activité *Créa-vallée*, où sont implantées des dizaines d'entreprises. Près de 560 clients d'*Orange*, pour la plupart des entreprises, ont été privés de téléphone et d'internet pour la semaine.

16/07, Berlin (Allemagne). Incendie d'une voiture de l'entreprise *Dräger* rue Hänsel à Baumschulenweg. Cette entreprise fournit notamment des masques à gaz à la police et à l'armée (en Allemagne mais aussi à la Russie ou la Turquie) « *Liberté pour tous les prisonniers du G20* » dit notamment le communiqué.

18/07, Besançon (France). Dans le Doubs, cinq véhicules de la *Communauté d'Agglomération du Grand Besançon* partent en fumée, un autre est endommagé. La même nuit, vers 4h, cinq voitures du SPIP (*Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation*) sont incendiées, tandis que les bureaux situés à côté ont leurs vitres explosées et leur façade norciée.

18/07, Berlin (Allemagne). Les vitres du local du parti SPD sont brisées dans le quartier de Pankow en solidarité avec les incarcérés du G20. « *Liberté pour tous les prisonniers* » termine le communiqué.

Une petite qualité indispensable pour approfondir ici et maintenant l'agir contre ce monde, comme pour éviter les chausse-trappes de la facilité et de la reproduction du pouvoir, une fois mis au pied du mur des grands bouleversements sociaux.

Et si ce problème était déjà présent au siècle dernier, à quoi donc peut-on s'attendre aujourd'hui, dans le monde actuel, où la voix et l'imaginaire du pouvoir ne sont plus seulement dotés d'écoles, mais aussi de téléviseurs dans tous les foyers, de téléphones intelligents dans chaque poche, d'un bombardement incessant de flux de « faits » et d'« informations » ? A rencontrer des esprits libres et émancipés ?



Le fait que la capacité de lire et d'écrire ne disent, au final, plus grand chose, est démontré par ce qui s'appelle désormais l'« *illettrisme fonctionnel* », soit la capacité de lire et d'écrire accompagnée d'une incapacité à comprendre la signification de ce qui est lu et écrit. Si on veut bien une seconde oublier notre horreur des statistiques – mais qui semblent cependant confirmer notre vécu quotidien –, ce phénomène serait en train d'inonder le monde en prenant des proportions de pandémie. En France, plus de 60% des adultes seraient concernés, tandis qu'en Italie et en Espagne, les taux frôleraient les 80%. Stupéfaction, car cela voudrait dire que moins d'une personne sur deux serait encore en capacité non pas de lire, mais de saisir la signification d'un discours, d'une analyse, d'une idée. En est-il vraiment ainsi ? Difficile à dire. Mais lorsqu'on constate quotidiennement que les idées anarchistes ont, encore moins que par le passé, peu d'imaginaires collectifs auxquels faire appel pour en faciliter la compréhension, la « *perte du langage* », la perte du « *langage de la rébellion* », devient indéniable. Comment dialoguer, échanger, discuter, approfondir, nourrir l'esprit, exacerber l'imagination quand la personne en face ne saisit pas le sens général de ce qui est dit, mais ne retient au mieux qu'un détail particulier (ce qui, dit en passant, est un syndrome qui se manifeste aussi de plus en plus souvent dans les assemblées anti-autoritaires) ? Quand

il n'existe pas de monde intérieur auquel rattacher ce dont nous voulons parler ? Quand le langage est parfois dénué de vocabulaire, ou quand ce dernier devient essentiellement fonctionnel ? Quand en plus de tout cela, en matière d'idées mêmes vagues et générales, viennent se mêler les grands trafiquants de sens comme les prédicateurs religieux, les confusionnistes youtubeurs, ou les abrégiateurs de telle ou telle application (de type snapchat ou whatsapp, pour être clairs) ? Quand la place du dit et du mot a été refoulée au seul profit de l'image ?

Lorsqu'un phénomène prend une telle ampleur, notre esprit sceptique ne peut pas se contenter de le renvoyer à la vaste liste de la bêtise humaine. C'est toute la différence entre une bagarre entre deux personnes qui se tapent dessus pour une raison qui peut nous échapper, et des millions de personnes qui s'entre-tuent lors d'une guerre. La première situation peut provoquer un haussement d'épaules, c'est un accident courant sur le chemin de la vie, ni plus, ni moins. La deuxième situation nous incite par contre forcément à vouloir sonder les raisons de cette guerre, les intérêts, les mécanismes qui sont en jeu. Alors, dans un monde où prime la valeur de « l'information », comment est-t-il possible que l'obscurantisme dans sa version « *illettrisme fonctionnel* » semble devenir la nouvelle norme ? De la même façon que l'introduction des technologies de l'information et de la communication s'était présentée dans les années 80, et avait effectivement été pensée, comme un dépassement de l'antagonisme de classe dérivant d'un certain modèle du capitalisme industriel (les grandes usines, les grandes concentrations de prolétaires vivant dans des conditions similaires, facilitant la possibilité de l'émergence de communautés de lutte s'opposant à la classe bien délimitée des patrons), et était donc un projet de la domination, la destruction du langage autre que celui fonctionnel à l'État et au capital, relève aussi à notre sens d'un projet. S'il est impossible de prévenir – c'est-à-dire d'empêcher qu'elles ne se manifestent – les fièvres de rage contre le vide absolu de ce monde ou contre sa férocité sanglante, il reste bien sûr possible de prévenir l'émergence, la propagation, la contamination d'idées révolutionnaires et émancipatrices.

18/07, Bagnols-sur-Cèze (France).

Dans le Gard, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), organisme municipal de flicage des pauvres, est saccagé après qu'un volet ait été forcé pour pénétrer à l'intérieur.

18/07, Saint-Etienne (France).

Dans la Loire, huit horodateurs sont fracassés à la masse (claviers numériques ou tactiles, panneaux solaires) contre la politique municipale.

19/07, Berlin (Allemagne).

Le local public d'Andreas Geisel, ministre de l'Intérieur (SPD) de la région autonome de Berlin, a ses vitres brisées et sa façade maculée de peinture dans le quartier de Karlshorst. En solidarité contre la répression liée aux enquêtes post-G20 et plusieurs prisonniers incarcérés depuis.

20/07, Athènes (Grèce).

En réponse aux opérations répressives contre les espaces occupés et autogérés, des patrouilles spéciales de répression de la criminalité sont durement attaquées.

20/07 Rostock (Allemagne).

Un poste de police est attaqué à l'aide d'engins pyrotechniques, suite à des perquisitions liées au G20. « Pas de paix avec la police ! ACAB », dit le communiqué.

20/07, Pomezia et Torvaianica (Italie).

A 23h45 près de Rome, la station électrique de via

del Mare est frappée par un incendie qui provoque un black-out total dans toute la région, y compris des chemins de fer. Si les premières rumeurs disaient que la foudre avait frappé l'installation électrique (le ciel était pourtant clair), il n'en était rien : c'était bel et bien un incendie. Le black-out a duré jusqu'au lendemain, accompagné d'un silence absolu du côté des autorités. Coïncidence peut-être, mais la date du 20 juillet restera de toute façon gravée dans le cœur des insurgés : le 20 juillet 2001, les carabiniers ont assassiné Carlo Giuliani lors des émeutes qui ont secoué la ville de Gênes où se tenait le G8.

23/07, Saint-Nabord (France). Dans les Vosges, quatre poids lourds de l'entreprise *Boiron* (spécialisée dans l'éclairage public et la construction de réseaux électriques et de téléphonie) sont incendiés. En plus des 600 000 euros de dégâts, deux tags sont retrouvés à côté : « *Crève l'État et ses déchets* », et un A cerclé.

24/07, Sequedin (France). Devant la prison, deux véhicules appartenant à des matons sont incendiés sur le parking du personnel. Trois autres se trouvant à proximité sont endommagés par les flammes. La semaine précédente, la voiture d'un salarié d'une entreprise privée, venu faire de la maintenance, avait déjà cramé.

Par le passé, des anarchistes étaient envoyés en Guyane pour le seul fait d'avoir distribué un tract (en vertu des lois scélérates). Des journaux étaient saisis, leurs rédacteurs ou administrateurs jetés en prison. L'État sévissait en censurant, en compliquant la diffusion, en enfermant les propagateurs et les agitateurs de l'idée. Aujourd'hui, non seulement il peut continuer de faire cela selon ses besoins (y compris en Europe ; c'est une constante de la répression que de prendre en ligne de mire celles et ceux qui animent des locaux, des publications, des initiatives), mais il dispose également en plus d'instruments formidables pour couper, *de l'autre côté*, la potentielle réception du message. En détruisant la capacité humaine de comprendre la signification, le sens d'un énoncé, la domination mine aussi la potentialité que sa rage, sa révolte se fasse idée, vision, rêve. Créateur de mondes, le langage –oral ou écrit– est un des véhicules, que cela nous plaise ou non, par lequel passe « *l'élévation individuelle de l'esprit* ». Et pour détruire la domination, nous n'avons pas seulement besoin de dynamite et de révolte, mais aussi de cette « élévation »-là.



Pour en revenir à notre exemple initial, il est de moins en moins sûr que notre agitation écrite puisse encore être comprise, en tout cas, pas à elle seule (et encore moins lorsqu'idée et action ne s'alimentent pas en vases communicants). Doit-on alors y renoncer, doit-on se résigner au projet de la domination d'abrutissement de l'esprit humain ? Certes, on pourrait. Mais tant qu'on y est, allons alors jusqu'au bout. Plus de livres (de toute façon, il y en a déjà tellement, cela suffira bien aux poignées d'anarchistes qui tentent encore de s'approprier leur contenu), plus de revues et de bulletins (à quoi bon la théorie ?), plus d'occasions pour échanger et débattre (il n'y a que les flics qui s'y intéressent), limitons-nous aux faits et au concret. Et la clameur de notre agitation se muera en susurrements, et les susurrements en silence, et le silence achèvera, enfin, l'idée. Histoire terminée. C'est une pente fatale.

Par contre, tout en préférant l'illuminée qui essaye avec ténacité d'abattre des moulins à vent au petit comptaible qui y voit peu d'efficacité et surtout des illusions, nous ne pouvons pas ne pas prendre en compte cette destruction progressive du langage. Si nous refusons les solutions, de plus en plus préconisées jusque par certains anarchistes (les gauchistes n'avaient, eux, pas hésité une seconde) qui consistent grosso modo à s'adapter au « niveau » de ce monde – transformant l'idée en image, réduisant l'analyse à quelques slogans prémâchés, répétant des banalités en croyant employer un langage « clair et concis » – quel avenir reste-t-il à l'agitation anarchiste ?

En relisant les publications du passé, on y trouve non seulement l'amour pour l'idée et un langage qui est justement « créateur de monde », mais aussi, assez souvent, un langage « clair et concis » qui n'a pas le goût amer de la platitude. La confusion était bien sûr aussi répandue parmi les anarchistes, mais on cherchait inlassablement à la dépasser plutôt qu'à l'entretenir. On nous rétorquera que cela correspondait à un monde aujourd'hui révolu, un monde où on luttait avec acharnement, où notre sang coulait souvent, tout comme celui de nos ennemis, où des imaginaires collectifs accompagnaient les accès de fièvre. C'est vrai, et on ne peut pas ressusciter un passé qui ne reviendra de toute façon plus.

Mais en quoi cela devrait-il empêcher notre agitation de continuer à caresser les mêmes élans de vie : combattre les lieux communs et les préjugés du temps, renforcer les capacités de raisonnement et la sensibilité des individus, identifier l'ennemi et esquisser des suggestions sur comment le frapper, casser les portes du réalisme pour inciter à s'aventurer dans les vastes plaines, les océans tempétueux et les montagnes majestueuses de l'idée, de l'utopie. Ne serait-ce que parce qu'y renoncer ne ferait qu'apporter de l'eau au moulin du projet d'abrutissement de la domination.



24/07, Athènes (Grèce).

Un groupe de compagnons et compagnonnes tabassent Yannis Zographos, avocat d'*Aube Dorée*, devant l'entrée du bâtiment à Exarchia où se trouvent ses bureaux.

25/07, Rovereto (Italie).

Dans le Trentin, une explosion détruit le distributeur de billets de la banque *Unicredit*, place Rosmini. Sur une vitre adjacente, on pouvait lire le tag « *Liberté pour Afrin* ».

25/07, Nevers (France).

Dans la Nièvre, la voiture personnelle du chef de la police municipale est détruite grâce à un incendie volontaire. Elle stationnait depuis plusieurs jours sur le site abritant la *Direction de la prévention et de la proximité* et l'accueil de la police municipale.

25/07, Buir (Allemagne).

Six caméras de vidéosurveillance qui équipent la gare du S-Bahn (train régional), sont détruites à coups de marteaux. « *Bien sûr, il y a des endroits où la surveillance est encore plus flagrante et où il est urgent de faire quelque chose. Par exemple, à la gare Berlin-Südkreuz, où un système avec reconnaissance faciale automatique est en test. (...) La liberté meurt avec la certitude !* »

26/07, Ceuta (Espagne).

A la frontière entre le Maroc et l'Espagne, près de 600 migrants, armés de rage et de détermination réussissent à la

passer en force. 22 gardes-frontière blessés d'un côté, 132 migrants de l'autre.

27/07, Pyrénées (France).
Sur les sommets du Pic du Carlit et du Cambre d'Aze (2900 et 2700 m d'altitude), les croix catholiques érigées au sommet sont sciées et balancées dans le vide. De près de 2m de haut, elles avaient été érigées en 2015 par les militaires du *Centre national d'entraînement commando* (CNEC), et l'insigne des parachutistes était gravé dessus.

28/07, Hambourg (Allemagne).
Un immeuble de l'entreprise *Implenia*, impliquée dans la construction de prisons en Suisse, est bombardé de pierres et de peinture dans la rue Kanalstrasse. Un tag à côté précise « *Implenia construit des taules* ».

31/07, Fort-de-France (France).
En Martinique dans le quartier de Kerlys, deux distributeurs automatiques de tickets de la société de transport en commun sont brisés à coups de pierres.

31/07, Berlin (Allemagne).
Dans le quartier de Neukölln, un véhicule de *Sodexo*, un des plus gros profiteurs de prisons en Allemagne et ailleurs, est incendié. « *Liberté pour Nero (incarcéré suite au G20 et placé depuis peu à l'isolement) et tous les prisonniers* » dit notamment le communiqué.

| Précipiter les crises |

Il y a près de dix ans, dans un texte qui revenait sur les différents assauts de la frontière à Ceuta et Melilla depuis 2005, on pouvait lire ceci en guise de conclusion : « *tant qu'existeront les États et leurs frontières, il n'y aura pas de mur assez solide, fut-il technologisé à outrance, qui pourra contenir la rage et l'espoir des dominés en quête d'une vie meilleure. Il y aura toujours des forêts et des montagnes d'où partiront les assauts contre ce monde de mort. Des confins des déserts au cœur des métropoles.* »*

Or donc, depuis que l'Italie aidée par les autres États de l'espace Schengen et de Frontex vient de donner depuis quelques mois un nouveau tour de vis pour empêcher les migrants de parvenir jusqu'à ses côtes, certains indésirables ne sont pas restés les bras ballants et ont pris les choses en main. L'Espagne est ainsi en train de devenir la première voie d'accès à l'Europe devant l'Italie. Par voie maritime depuis les côtes andalouses, et par voie terrestre depuis les lambèaux que l'ancienne puissance coloniale a tenu mordicus à conserver de l'autre côté de la Méditerranée. Hier jeudi 26 juillet s'est produit le plus grand assaut de la frontière maroco-espagnole de Ceuta depuis février 2017, lorsque plus de 850 migrants étaient parvenus à pénétrer dans la ville en quatre jours.

Cette fois, il n'y a pas eu besoin de procéder en plusieurs vagues d'attaque : ce sont près de 800 migrants, armés de rage et de détermination, qui se sont lancés à l'assaut des murs de grillage, de détecteurs infrarouges, de caméras et de fils de fer barbelés constellés de lames de rasoir (les *concertinas*).

Vers 6h30, partis du secteur de la Finca Berrocal, ils ont affronté à la fois les agents marocains et ceux de la *Guardia civil* espagnole pendant une bonne heure, avant que 602 ne parviennent à mettre le pied dans l'enclave européenne (une centaine a été bloqué côté marocain). Mais si l'auto-organisation et la détermination semblent nécessaires, se doter de moyens autonomes et imaginatifs est aussi indispensable. Dans l'asymétrie de la lutte contre un État préparé et doté de

moyens technologiques et militaires, on connaissait les cerfs-volants enflammés des Palestiniens de la bande de Gaza, et voici que d'autres désespérés ont su à leur tour forger leurs propres armes pour tenter de parvenir à leurs fins (franchir la frontière). En plus des rudimentaires bâtons pour le corps à corps, ils se sont ainsi munis de sprays de déodorant transformés en lance-flammes artisanaux. En plus des rudimentaires pierres pour tenir la distance, ils se sont munis de dizaines de projectiles composés de chaux vive et d'excréments, dont ils ont bombardé les forces de l'ordre. Vingt-deux garde-frontière ont dû être soignés, dont cinq envoyés directement à l'hôpital pour des brûlures au visage et aux bras. De l'autre côté, près de 132 migrants ont été blessés, rappelant que l'État fait toujours chèrement payer ceux qui osent s'en prendre à ses hauts murs barbelés.

Face à ce nouvel assaut qui ne peut que réjouir les ennemis de toutes les frontières, le syndicat AEGC de la *Guardia civil* a immédiatement dénoncé « *des techniques jusqu'ici inédites* » pour mieux réclamer toujours plus de matériel anti-émeutes et de protection, tandis que le ministre espagnol des Affaires étrangères, Josep Borrell, n'a pu que constater que « *la crise migratoire est plus difficile à résoudre que la crise de l'euro parce qu'elle est beaucoup plus structurelle, beaucoup plus permanente* ».

Bien, ceci dit, les ennemis de l'autorité ne disposent-ils pas eux aussi d'instruments, d'analyses (sur les rouages de la machine à trier et à expulser, notamment) et d'imagination pour que cette crise structurelle et permanente puisse prendre fin, mais d'une toute autre manière que celle projetée par le pouvoir ? Par exemple en sortant de la gestion humanitaire ou de l'attente des révoltes d'un quelconque sujet, pour approfondir et précipiter les crises de foie récurrentes de la domination – qui se produisent déjà sans nous – vers un empoisonnement généralisé de tous ses organes.

Vers l'inconnu d'une liberté sans États ni frontières, en somme.



* A l'assaut de Ceuta et Melilla, in *A Corps perdu* (Paris) n°1, décembre 2008, p.48

AOÛT 2018

1/08, Athènes (Grèce)

Le *Groupe d'attaque anarchiste Santiago Maldonado* brise les vitres d'un magasin *Benetton* (qui est propriétaire de vastes terrains dans les territoires mapuche en Argentine et au Chili) et d'une agence de paris *OPAP*.

1/08, Maël-Carhaix (France).

Dans le Morbihan, des pneus sont posés dans le sas des distributeurs de billets du *Crédit Agricole*, avant d'être enflammés. Le DAB est endommagé.

1/08, Fresnes (France).

En banlieue parisienne, quatre voitures de matons sont cramées sur le parking de la prison C'est la troisième fois que les véhicules de gardiens illuminent la nuit de la taule en trois mois (après les 31 mai et 19 juin).

3/08, Munich (Allemagne).

Quatre vitres et deux fenêtres d'une agence immobilière du quartier de Giesing sont entièrement brisées dans la nuit, près de 10 000 euros de dégâts.

3/08, Izenave (France).

Dans l'Ain, attaque incendiaire d'une des neufs éoliennes exploitées par *RES*. Deux portes de turbines ont été fracturées, et le feu a totalement ravagé une nacelle (deux pales sont vite tombées, et la troisième au petit matin). Dans le communiqué, *shadows and flames* précise notamment :

| Les armes de la loi |

«Le Bugey est déjà lamentablement célèbre pour sa centrale électro-nucléaire. Hélas, les infrastructures de l'atome n'ont pas l'exclusivité dans la destruction de ces contrées transformées en ressources, préalable à l'énergie-marchandise. (...) On peut étudier savamment un mode de production, en analysant une multitude de paramètres s'y rapportant. On peut faire des calculs, des analogies, des comparaisons, des hypothèses, des déductions. On peut aussi considérer que toutes ces données sérieuses sont les éléments de langage d'une mentalité technicienne et quantitative, que cette même mentalité scientifique préside partout à l'administration des êtres et des choses.»

4/08, Volano (Italie).

Dans le Trentin, un relais de téléphonie mobile *Wind* et *Vodafone* est incendié vers 5h. Les câbles de l'antenne et la cabine adjacente sont détruits. Non loin, un tag sur un mur précise : « *Liberté pour les anarchistes de l'Opération Scripta Manent* ».

8/08, Turin (Italie).

Révolte de sans-papiers dans le centre de rétention : matelas en flammes dans la cour, vitres brisées, et un groupe qui restera sur le toit jusqu'au lendemain matin malgré l'intervention des CRS.

8/08, Cornebarrieu, (France).

Quatre sans-papiers du centre de rétention administrative (CRA) réussissent à s'évader par

Artisanat

Cet été, un petit scandale a secoué les bonnes âmes humanistes des deux côtés de l'Atlantique. Un petit malin a en effet rendu public pour la seconde fois les plans de fabrication d'une dizaine de modèles d'armes à feu via des imprimantes 3D, après un premier essai en 2013. Laissons tomber le fait qu'il ait été présenté par toute la presse comme un « *crypto-anarchiste* », quand il ne s'agit en fait que d'un vulgaire entrepreneur libertarien qui commercialisait en même temps ses propres machines d'impression. Après plusieurs nouvelles péripéties judiciaires, ces fichiers ont pu être téléchargés gratuitement sur internet, avant d'être à nouveau bloqués suite à d'énormes recours juridiques. Cette histoire est surtout symbolique, car si on ne veut pas que ces armes explosent en main, il faut une imprimante 3D extrêmement coûteuse utilisant des plastiques hauts de gamme, alors qu'il est déjà légal aux États-Unis pour les amoureux de l'artisanat de fabriquer une arme maison à partir de pièces détachées, disponibles en vente libre et sans licence, ou qu'un pistolet Glock à assembler chez soi coûte environ 600 euros.

Si cette possibilité de *do it yourself* technologique a en réalité soulevé un tollé jusqu'à la NRA, le puissant lobby américain des armes, c'est parce que ces pistolets et fusils moulés ne comportaient pas de numéro de série et pouvaient passer les détecteurs de métaux (avec seulement un petit percuteur métallique pour enflammer la poudre, qui ne devrait pas sonner, et des munitions en céramique), échappant ainsi au contrôle de l'État pour devenir des « armes fantômes ». Cela rappelle l'histoire de cet habitant du Yorkshire qui avait publié en 2003 *Expédient Homemade Firearms*, un petit livre de 80 pages expliquant comment construire pour pas cher un pistolet-mitrailleur semi-automatique calibre 9 mm à partir de produits et d'outils de bricolage standards. Il prit cinq années de prison effectuées en entier, et poursuivit ses recherches en publiant (toujours sous son nom) une méthode de production de munitions artisanales. Mais l'époque avait décidément trop changé, et il fut mis en examen en vertu du *Terrorism Act 2000* britannique voté juste avant le 11 septembre, pour « *création d'un recueil*

d'informations susceptible d'être utile à une personne commettant ou préparant un acte terroriste ». Philip Luty mourut d'un cancer en 2011 avant son procès. Dans l'introduction de son premier bouquin, il expliquait : « *Le gouvernement savait que si le peuple possédait des armes à feu, tout le pouvoir serait entre les mains du peuple – ce qui doit être évité à tout prix.* »

Bien sûr, la question du pouvoir n'est pas réductible à la question militaire, comme le montrent les États-Unis où il y a plus d'armes à feu en circulation (265 millions) que d'habitants, et où on estime que 80% des familles disposent d'une arme chez elles (22% des Américains sont *enregistrés* comme possesseurs d'armes). Pour les anarchistes, qui se battent pour la destruction de *tout* pouvoir et refusent la subordination des individus et de leurs associations à toute entité supérieure –*populaire* ou pas–, il reste tout de même une question qui ne peut être balayée d'un simple revers de manche : est-on prêts à affronter jusqu'au bout l'inconnu sans médiation institutionnelle d'une population en armes, si on s'oppose d'un côté à l'État et à ses larbins, et de l'autre au monopole d'une quelconque avant-garde politique sur ces instruments de mort (au nom de sa prétendue « conscience » supérieure) ? La proposition historique des anarchistes de piller casernes et armureries au cours de processus insurrectionnels pour distribuer largement les armes, face à celle des autoritaires partisans de milices séparées, ne s'explique pas uniquement parce qu'alors les rapports sociaux auraient déjà commencé à être bouleversés. L'idée de la suppression de la police et de l'armée permanente pour les remplacer par une population en armes signifie à la fois empêcher toute concentration de force qui faciliterait l'émergence d'un nouveau pouvoir central oppresseur, et en même temps la possibilité de régler ses conflits directement, sans la médiation d'une autorité extérieure qui pourrait imposer sa propre solution grâce au monopole de ces instruments. Que vaudrait par exemple le terrorisme de la loi, sans ses fidèles serviteurs équipés pour la défendre coûte que coûte (ne tirent-ils pas déjà à vue, protégés par tout l'appareil d'État, lorsqu'un évadé ou un suspect recherché par la justice refuse de s'arrêter à un contrôle routier) ? Si on déplace maintenant le regard des situations insurrectionnelles vers notre quotidien, il nous semble que la question n'est ni de s'indigner de la situation nord-américaine avec sa plus grande facilité d'accès aux armes à feu –où les pauvres s'entretuent plus qu'ils n'attaquent le pouvoir–, ni d'être secrètement soulagés dans une lo-

les toits du bâtiment situé aux bords des pistes de l'aéroport Toulouse-Blagnac. Si un est repris, les trois autres courent toujours.

8/08, Zurich (Suisse).

Sept voitures de la municipalité sont détruites dans la nuit suite à une attaque incendiaire.

10/08, Palaiseau (France).

En Essonne, deux sans-papiers du centre de rétention administrative (CRA) réussissent à s'évader du bâtiment situé près des pistes de l'aéroport d'Orly. Ils se sont évadés en passant par le skydôme (hublot de toit servant de puits de lumière) puis ont franchi les grilles.

10/08, Notre-dame-des-landes (France).

Suite à la destruction par les gendarmes de deux nouvelles cabanes en cours d'installation dans la partie Est, la fameuse ex-route des chicanes D281 subit dans la nuit des coups de pioche à côté de barricades enflammées. Une banderole dit notamment « *Ni signature, ni négociation, zone libre* » avec un A cerclé.

11/08, Paris (France).

De nombreuses grenouilles se plaignent de picotements et maux de tête après avoir fait le signe de croix avec l'eau bénite nauséabonde de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris. Boules puantes ou autre substance toxique, l'église a dû vider et javelliser de toute urgence l'ensemble de ses bénitiers.

gique du moins pire, que la vieille Europe en ait drastiquement restreint la détention légale. Les riches et les puissants ont en effet toujours eu accès aux armes les plus meurtrières du moment pour asseoir leur domination (à titre de simple menace ou en écrasant les révoltés) et ont toujours tendu à les garder pour eux, sauf lorsqu'ils ont été acculés à les répartir, mais toujours en défense de leurs propres intérêts, forts de la prégnance de leur idéologie (nationaliste ou religieuse) – qu'on pense à la Première Guerre mondiale et à ses 73 millions d'hommes en armes. Car ce qui compte en dernière instance, ce n'est pas uniquement la main qui tient l'instrument de mort, mais avant tout le cerveau qui guide l'œil, et décide de tirer dans telle direction plutôt que dans telle autre. Le conscrit anarchiste Augusto Masetti qui retourna son fusil contre son colonel en 1911 dans une caserne, ou les marins insurgés de Kronstadt de 1917 puis de 1921 le savaient bien.

Browning au poing

Par une de ces ruses de l'histoire, la France fit longtemps figure d'exception en Europe, puisque la détention et la vente d'armes y furent perçus comme un acquis arraché à la noblesse par la Grande Révolution, auquel aucun des régimes ont suivi, autoritaires ou plus libéraux, monarchiques ou républicains, n'osa toucher pendant un siècle et demi. Aujourd'hui, après des décennies de lavage de cerveau par la propagande du terrorisme d'État et de bourrage de crâne médiatique à base de faits divers sanglants, peut-on encore imaginer non seulement que les anarchistes du siècle précédent s'opposaient à toute législation visant à restreindre la circulation des armes (comme à toute loi), mais surtout qu'ils n'hésitaient pas non plus à en faire usage dans leurs confrontations habituelles avec la police ?

Il y a exactement cent ans éclatait la grève des carriers de Draveil, Vigneux et Ville-

neuve-Saint-Georges, à une vingtaine de kilomètres de Paris. Lancée après le 1er mai, elle durera jusqu'en août 1908, paralysant les chantiers de construction de la capitale (dont celui du métro). Être terrassier et carrier dans ce coin, c'est-à-dire charger en sable et en pierres les barges qui alimentaient ces nombreux ouvrages et débarder leurs remblais au retour, signifiait notamment travailler dans l'eau, au moins 12 heures par jour, sept jours sur sept, pour un salaire misérable. Face aux revendications ouvrières, le pouvoir décréta l'occupation militaire de la zone, provoquant plusieurs morts, tandis que sabotages et chasse aux jaunes se multiplièrent

Le 30 juillet 1908, alors que la *Fédération du bâtiment* de la CGT se décida finalement à décréter une grève générale de 24h contre les réticences de sa centrale, des milliers de personnes venues de toute la région parisienne se rendirent à Draveil pour appuyer le mouvement. Après les discours des bonzes syndicaux, elles décidèrent de marcher vers Villeneuve-Saint-Georges à travers champs. Là, malgré une féroce résistance, dont une centaine de coups de feu tirés avec des armes de mauvaise qualité et de trop petit calibre pour blesser assez sérieusement les cavaliers protégés par leur casque et leur cuirasse, une partie des manifestants fut décimée par les charges de dragons, sabre au clair. Les rescapés du massacre parvinrent tout de même à gagner Villeneuve-Saint-Georges, où ils montèrent trois barricades dans la rue principale et à l'entrée de la ville. Face aux soldats du général Virvaire, les émeutiers n'avaient que des pierres ramassées sur un chantier voisin pour tenir la barricade, même si certains se postèrent sur les toits des bâtiments pour gagner une position plus favorable au combat. Mais que pouvaient les projectiles récupérés et les rares brownings des anarchistes face aux revolvers d'ordonnance, aux fusils et aux sabres ? Au bout d'une demi-heure, l'armée s'empara des barricades, sabra les enrégés encerclés sur une place et arrêta les rescapés parvenus jusqu'à la gare.

Les soldats tirèrent même sur des trains en partance. Le bilan de cette journée fut de 69 blessés parmi les cinq régiments de dragons (dont cinq par balles), mais compta aussi 4 nouveaux morts et plusieurs centaines de blessés par balles ou au sabre (ce qui peut conduire à l'amputation du bras utilisé pour se protéger, suite à la gangrène) du côté des braves.

En ce mois d'août 1908, un compagnon comme Albert Libertad évoqua en guise de bilan dans le journal *l'anarchie* la nécessité d'armer « *des engins les plus perfectionnés afin d'arrêter le galop sanglant des chevaux-centaures* », tandis qu'un premier article de ce journal posait dès juin 1908, en plein cœur du conflit, les termes d'un débat qui court jusqu'à aujourd'hui : « *La bourgeoisie triomphante consolide chaque fois son pouvoir dans le sang des ouvriers et proclame, du haut d'un piédestal de cadavres, sa souveraineté homicide sur un peuple avili et stupide. Oui, avili et stupide, il faut l'être, pour ne pas voir, pour ne pas comprendre, que la facilité des victoires bourgeoises vient de ce que le peuple n'est jamais armé quand ses agresseurs le sont toujours. Que peut-on espérer d'une lutte où l'on se présente poitrine découverte et mains vides, n'ayant d'autres armes que les mottes de terre ou les cailloux des routes, et comme bouclier que les exhortations au calme, dont les meneurs, remarquables de modération, sont si prodigues ?* »

Si les compagnons des *Causeries populaires* ont pu se rendre avec des armes de poing en 1908 pour appuyer une grève à caractère pré-insurrectionnel, ce n'est de loin pas une exception, et on trouve de nombreuses traces de tels manifestants armés contre les forces de l'ordre au début du siècle. La difficulté à l'époque n'était en effet pas de se procurer une arme à feu, et pas uniquement parce que les compagnons fréquentaient apaches ou cambrioleurs, mais de comment trouver l'argent pour en acheter une bonne (en qualité et calibre). En vertu donc de ce «*droit naturel*» issu de la Grande Révolution

qui avait arraché ce privilège à la noblesse (celui qu'on retrouve également dans la Constitution américaine), les armes à feu étaient en vente libre, et c'est le manque d'argent ou de projectualité qui faisait essentiellement la différence entre posséder une pétoire à deux sous et un *browning* moderne (comme le modèle 1910 en 9mm court).

D'où la multiplication d'expropriations de compagnons russes à partir de l'insurrection de 1905, pour que des complices puissent en acheter des caisses et des caisses dans nos contrées, afin de les expédier ensuite clandestinement dans l'Empire du Tsar. D'où le conseil d'une revue comme le *Mouvement anarchiste* en décembre 1912 en prévision de la grande boucherie mondiale, conseillant tranquillement et publiquement que « *chaque anarchiste devrait posséder dès maintenant au moins un browning* ». D'où les vives critiques vingt ans plus tard, d'un journal anarchiste comme *Terre Libre* en décembre 1934 contre la première tentative d'introduire un principe d'interdiction générale de détention privée des armes à feu (le projet de loi Flandin, finalement repoussé). A cette époque, un compagnon comme André Prudhommeaux savait encore que retirer cette possibilité à tout un chacun, c'est-à-dire à n'importe quel prolétaire ou enragé, signifiait un tournant réactionnaire vers l'Ancien Régime : « *Comme toutes les lois, elle est une chaîne de plus aux poignets des hommes dignes de ce nom et un boulet de plus à leurs pieds. (...) Aujourd'hui, la loi Flandin permet d'appliquer légalement les mêmes mesures [d'arrestation et de condamnation] à tous les prolétaires qui songent à défendre leur peau. Par contre, elle exempte en fait de toute perquisition et de toute répression les gens qui ont des biens à défendre, ainsi que leurs mercenaires officiels ou officieux : armée, marine, gendarmerie, police, détectives privés, gardiens, gardes-chasse, etc. Nous sommes donc revenus au temps où les Jacques, les Gueux, les Hilotes, étaient dans l'interdiction de posséder du fer («qui a du fer, a du pain», a dit plus tard Blanqui).*

Ce métal noble était réservé à l'équipement de pied en cap des hobereaux, gentilshommes et autres manieurs d'épées, qui se trouvaient ainsi détenteurs de la force et, par suite, du droit d'exploiter à mort la racaille et de bien vivre sans rien faire. »

Finalement, le projet de loi du Président du conseil ne passa pas en 1934. Ce n'est que cinq années plus tard, en profitant des pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement français pour organiser le pays en vue de la guerre, qu'il promulgua un décret-loi sans vote en avril 1939 afin de désarmer la population, et espérer ainsi maîtriser une éventuelle révolte insurrectionnelle comme cela se produisit pendant la guerre précédente en Russie, en Italie ou en Allemagne. Inutile de dire que beaucoup se retrouvèrent fort démunis lors de l'occupation nazie – en étant contraints de les récupérer directement sur les soldats ou dans les entrepôts –, et que finalement en 1942 une nouvelle loi punit de la peine de mort la détention d'armes. Jusqu'à aujourd'hui, c'est ce décret-loi de 1939 qui sert de base à toute la législation française sur les armes – un autre cadeau de cette période, comme la création de la carte d'identité nationale –, pour réserver depuis lors le port d'arme au seul monopole des militaires, flics, douaniers et agents de surveillance, ainsi qu'à quelques mercenaires du genre Benalla.

Conscience ou loi

Il existe un fil qui relie les massacres qui éclatent régulièrement sur les campus des États-Unis et celui qui s'est passé à Paris en novembre 2015. On le sait, le tir à vue sur les étudiants américains est une pratique qui n'est pas rare dans ce pays civilisé, et sa responsabilité principale est mise sur les armes en vente libre. Le pensionnaire précédent de la Maison Blanche en était obsédé, il voulait supprimer la permissivité législative actuelle en la matière, mais avait les mains bloquées par le très puissant lobbey des armes. A chaque massacre univer-

sitaire, à chaque nombre de tués, les polémiques se rallument. Quand n'importe quel jeune garçon rempli d'hormones et privé de neurones peut se procurer un fusil d'assaut au supermarché en bas de chez lui, il semble évident qu'il l'utilisera d'une manière ou d'une autre.

Le massacre survenu à Paris, à l'inverse, vient au secours de la thèse opposée. Il est nécessaire que tous soient armés et prêts à faire feu. Trois individus illuminés par Dieu et bourrés d'amphétamines et autres produits n'auraient jamais pu massacrer près de cent personnes si ces dernières n'avaient pas été vulnérables et terrorisées, terrorisées parce que sans défense. Mais puisque c'est l'État qui possède le monopole de la force, il s'agit d'une hypothèse qui n'est jamais prise en considération. Lorsqu'il y a un danger grave, nous apprend-on, il faut appeler la police qui le résoudra ! Mais oui, mais oui. Les soldats d'Allah sont entrés dans le Bataclan vers 21h40, et une heure après un otage désespéré suppliait sur son smartphone : « *qu'ils donnent au plus vite l'assaut... ils abattent tout le monde... un par un... vite !* » Pour le rassurer, les soldats de la République ont lancé l'assaut à minuit vingt. Cela signifie que la boucherie à l'intérieur de la salle de spectacle a duré sans grand souci pendant presque trois heures.

Mais l'État peut-il souhaiter et solliciter que n'importe qui se balade armé ? Naturellement pas, il en va de sa propre survie. La raison officielle est la suivante : la probabilité que les armes finissent dans des mains nerveuses et agitées grimperait en flèche. Contre le cauchemar d'individus et de bandes armées en dehors de celles de l'État, il faut des lois plus rigoureuses, des contrôles plus sévères, une surveillance plus diffuse. Mieux vaut plus de Lois, en somme.

La loi, cette conscience d'un monde sans plus de conscience. Cette Loi si habile à interdire et réprimer la liberté, tout en étant incapable d'empêcher l'horreur.

Que la vente d'armes soit libérée ou réglementée, ne change rien ou pas grand chose. Les massacres arrivent de toute façon, dans les universités américaines comme dans les bistrot français. Parce qu'aucune peine exemplaire ne peut empêcher le massacre d'innocents. Ce n'est pas la menace extérieure de la loi, c'est la voix intérieure de sa propre conscience qui seule peut mettre fin à de telles atrocités. Plus cette voix sera étouffée par un code, plus les massacres se répandront.

Si tout le monde se promenait armé, ce ne serait en effet pas un risque grave pour la dite coexistence sociale, dans le cas où tous auraient une tête qui bat et un cœur qui pense. Ne seraient en danger que ceux qui pensent pouvoir violer ou massacrer en toute tranquillité. Et en danger serait surtout le pouvoir qui ne pourrait plus compter ni sur la crainte inspirée par ses sous-fifres ni sur l'obéissance généralisée.



« En tant que moyen, l'arme ne sera jamais privée de sa limite d'objet avec lequel il devient possible de procurer des dégâts et des destructions avec une certaine facilité (c'est cet aspect qui permettrait de faire la distinction entre les objets "armes" et les autres objets, dont beaucoup peuvent au besoin devenir à leur tour une arme). On ne veut pas dire ici que la fin –la libération, la révolution, l'anarchie ou tout autre rêve libertaire et égalitaire– puisse absoudre et justifier le moyen, mais elle peut le transformer d'une manière qui nous intéresse, c'est-à-dire en faire un "objet en action" différent.»

Le refus des armes,
Provocazione n°10, janvier 1988

En mettant de côté la question de l'emploi des armes à feu par les révolutionnaires, qui en tant que *moyen* à disposition n'a pas moins de sens aujourd'hui qu'hier, tant qu'il n'entraîne ni fétichisme ni sentiment de puissance par rapport aux autres, on ne peut qu'être frappé par la situation ac-

tuelle : ces dernières années en Europe, une fois le *port* d'armes monopolisé par l'État, nombre de prétextes ont été utilisés pour restreindre au maximum les ultimes possibilités de *détention* (la dernière loi française date de février 2018 et concerne autant le tir sportif que les chasseurs et les collectionneurs), tandis que le pouvoir augmente de son côté sans cesse son arsenal policier et militaire à usage civil, et que les fascistes hésitent de moins en moins à fourbir les leurs (en tirant sur les migrants comme en Italie, ou en gérant d'importants stocks au noir avec la bénédiction de l'État, si Claude Hermant vous dit quelque chose).

Il pourrait sembler paradoxal que dans une même situation de totalitarisme démocratique, on puisse se retrouver d'une rive à l'autre de l'Atlantique en face d'une gestion aussi drastique d'un côté, et aussi libérale de l'autre. Mais ce serait oublier que la question sociale n'est en réalité pas celle des armes, mais bien celle de leur usage. Ce ne sont alors pas quelques carnages réguliers dans des écoles à l'échelle d'un continent entier qui suffiront à revenir sur la Constitution américaine, là où il a fallu sur le vieux continent plusieurs bouleversements aussi importants que des insurrections dans plusieurs pays pour que la domination revienne sur les possibilités d'armement légales des opprimés.

Finalement, de la même façon qu'un chanteur de java avait fini par comprendre à propos de sa bombe *« que la seule chose qui compte, c'est l'endroit où s'qu'elle tombe »*, le problème ne réside pas tant dans la prophète, mais plutôt dans la main qui la tient, et surtout dans le cerveau qui vise avec. Et en matière de colonisation des esprits ou d'imaginaire, on peut dire que la domination a pris quelques longueurs d'avance. Désarmer les bras ici ou les laisser enfouraillés là, dans ce cas, ne change pas beaucoup la donne.



| Face à la République ! |

Quarante ans d'ignominies républicaines ! Mais, pour nous édifier, le présent suffit : le Maroc mis à feu et à sang par le civilisateur Lyautey ; hommes, femmes, enfants égorgés avec d'ingénieux raffinements de cruauté – le feu mis aux récoltes, afin que la famine complète l'œuvre du massacre. A Tunis, les verdicts implacables que l'on sait.

Et sur le sol même de la « plus douce des patries », c'est la dictature cynique des mouchards et des policiers, invités formellement à l'assassinat des suspects. Ce sont de nouveaux millions jetés par centaines à l'immonde militarisme. C'est l'escroquerie des retraites ouvrières qu'on tente de réaliser d'accord avec les tribuns de la Sociale. C'est le martyre de Rousset¹. C'est la loi contre la jeunesse révolutionnaire. C'est la vie chère, les vivres trustés, les loyers augmentés, la plus vaste spéculation sur la misère générale, le pacte de famine moderne auquel, comme de juste, ministres et parlementaires donnent leur signature, concours que les accapareurs auront su apprécier.

Et comme l'abjection est la marque du régime, comme il faut bien que les honnêtes gens se vengent d'avoir eu peur d'une poignée d' « outlaws », ce sont des hommes que l'on veut jeter aux bagnes pour n'avoir pas trahi, pour n'avoir pas dénoncé des amis ou des inconnus, pour avoir rempli envers les traqués ce devoir d'asile sacré aux sauvages même les plus barbares. Et, avec une logique effroyable, la République livre en même temps à son allié Nicolas le Bourreau ce réfugié russe assez imprudent pour s'être fié à l'hospitalité de la France².

Qu'en de telles circonstances, des esprits que nous avons coutume de croire

émancipés, aient pour souci les périls que pourrait courir cette délicieuse Marianne, pleurent sur le péril réactionnaire, ou les menaces de dictature, comme si nous n'étions pas déjà en pleine oppression et en pleine dictature, il y aurait de quoi nous stupéfier, si nous oublions combien les superstitions politiques, que gouvernants et ploutocrates ont tant intérêt à cultiver, sont encore enracinées au cerveau de nos contemporains. Mais pour nous, la République ne nous peut inspirer que de la haine, du dégoût et du mépris.

Ici quelques précisions sont nécessaires :

Ce que nous reprochons à la République, ce ne sont pas quelques abus superficiels, quelques canailleries inutiles et qu'elle pourrait s'éviter. Quelques-uns reprocheront ainsi à nos gouvernants de ne pas respecter leur propre légalité, de violer la « liberté de la presse » ou de ne pas appliquer seulement aux anarchistes les lois en vigueur contre ces derniers. Ces remarques sont exactes, mais ce n'est pas là ce qui détermine notre sentiment. Ce ne sont pas seulement ces grandes tragédies retentissantes, ces drames de massacres et de tueries qui jalonne la vie politique. Le plus atroce, le plus tragique, à qui regarde de près, c'est le travail normal, quotidien, de l'ignoble institution. Chaque jour, son armée, sa police opèrent leurs infâmes besognes, chaque jour ses juges exercent leur exécrationnable métier, chaque jour dans ses prisons, dans ses bagnes, on torture ignoblement des êtres humains. Chaque jour aussi des hommes meurent de faim, ou des maladies de la misère, ou brisés par des labeurs exténuants ; chaque jour, des milliers d'hommes sont grugés, exploités, spoliés par les bandits capitalistes dont

l'État républicain avec tout son appareil de puissance – machine à tromper, machine à tuer, machine à torturer – est le très fidèle gardien, et l'on se demanderait pourquoi nous le détestons.

Et c'est avec cela, avec cette chose immonde qu'on voudrait que nous allions ? En vérité, il nous faut admirer l'astuce de la bourgeoisie républicaine et son habileté jésuitique. Ce n'était pas assez pour elle d'avoir fait « sa » révolution, établi « son » régime politique, « sa » dictature de classe. Il lui fallait encore démoraliser la classe exploitée, la rendre incapable de l'effort libérateur qui devait balayer d'un seul coup et le Capital et l'État.

C'est pourquoi nos maîtres, avec un instinct bien sûr de leurs intérêts, ont donné tous leurs efforts à faire pénétrer la théologie républicaine dans les masses populaires, et principalement par la fameuse école laïque.

Ce travail d'abrutissement fut puissamment aidé par les meneurs du parti socialiste, qui, en général, par leurs goûts, leurs origines et leurs sympathies étaient beaucoup plus près de la petite bourgeoisie que du prolétariat, et dont plusieurs étaient imbus de la pédagogie religieuse républicaine pour l'avoir eux-mêmes pratiquée.

Ce fut le sabotage du socialisme par les socialistes parlementaires, et le rêve des républicains bourgeois fut bien près d'être atteint : un prolétariat républicanisé, parlementarisé, confiant dans les vertus de la République et des « radicaux honnêtes », des bonnes lois, des bons juges, des bons officiers et des bons policiers, assez patient pour subir sans rancune les brutalités du pouvoir, assez énergique pour doubler ou remplacer les brigades centrales contre les profanateurs du régime, assez réaliste pour rejeter à des futurs très lointains tout

rêve d'émancipation sociale ; bref, un prolétariat bien domestiqué.

Mais quel en fut le succès, quel en sera l'aboutissant à chaque nouvelle tentative de ce genre : l'échec piteux et le discrédit chaque jour plus grand des socialistes républicains.

Pour nous, anarchistes, nous sommes à l'abri des tentations politiciennes ! Contre l'abjecte République, nous acceptons la lutte ouverte. Nous savons que nous n'avons rien à espérer d'elle. Nous savons que la bataille sera dure, et que cela est bon, car c'est le combat même qui nous donnera ces vertus d'audace, de ténacité, de solidarité qui permettront, pour le mieux du communisme anarchiste, d'utiliser pleinement la victoire.

En avant donc, amis, contre la République !

Petrus

Le mouvement anarchiste (Paris)
n°1, août 1912

1. Emile Rousset (1883-1961) est un ouvrier qui fut envoyé à sa sortie de cinq ans de prison pour vol faire son service militaire dans les terribles bataillons disciplinaires en Algérie. Après avoir protesté publiquement contre l'assassinat d'un camarade par les officiers en 1909, il fut condamné à cinq années de prison par le conseil de guerre lorsque le scandale se fit trop grand. Aidé par la presse anarchiste, qui en fit une cause antimilitariste, il fut finalement libéré fin 1912.

2. Référence d'un côté à plusieurs anarchistes en procès pour avoir hébergé des compagnons de la dite Bande à Bonnot, et de l'autre à l'extradition par la France vers la Russie tsariste du réfugié Mosaïev.

| Revues, livres & journaux |



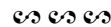
The Local Kids. *A compilation of texts, a contribution to a correspondance between those who desire anarchy and subversion.*

Le premier numéro de cette nouvelle publication en anglais est sorti cet été 2018. On peut lire dans l'éditorial : « *Devant nos yeux, des identités sont en train de se construire, des affrontements éclatent dans la bousculade pour se tailler un espace et le revendiquer. Un bonus pour ses membres est que l'imposition des normes se distribue désormais horizontalement. Pendant que la société devient plus totalitaire, le ressenti principal devient l'angoisse. Est-ce que pour un jour encore nos imperfections passeront inaperçues, ou sont-elles simplement tolérées ? Et pendant que nous investissons tout dans cette image socialement acceptable de nous-mêmes que nous avons créée, nous devenons le rôle que nous ne faisons que jouer. Est-ce cela, la vie ?* ».

The Local Kids contient des textes venus de différents coins du monde, traitant par exemple de la technologie, des ébauches d'organisation informelle et de coordinations qu'il y a eu pour gâcher le G20 à Hambourg ou encore des réflexions critiques suite à la lecture du livre « *An invitation to Desertion* » de Bellamy Fitzpatrick et du journal « *Backwoods* » édité aux États-Unis. Celles-ci nous plongent dans une critique du concept de « civilisation » et du (faux) usage qui peut en être fait par des courants se revendiquant plus ou moins de l'anti-autoritarisme, ou encore de ces appels à « désertre » que font réson-

ner plusieurs auteurs aux États-Unis, au même titre que les tenants du Parti Imaginaire et les politiciens de l'insurrection de ce côté-ci de l'Atlantique. Face aux appels à « *construire des communes* » ou à « *désertre pour se retirer dans le sauvage* », on peut lire dans *The Local Kids* : « *Donc, aller vers l'offensive. Si nous ne faisons pas en sorte que le conflit soit partie intégrante de nos projets, cela peut amener à se retrouver désarmés quand la répression et/ou l'auto-aliénation deviennent une menace existentielle pour nos projets (et on peut dire qu'à ce moment-là, il est déjà trop tard). Désarmés aussi bien au niveau de la pensée critique (reconnaître où on devient complice) qu'au niveau de l'action (comment arrêter de reculer). Comment peut-on ne pas s'adapter et faire des compromis quand des rapports répressifs nous sont imposés si nous n'avions pas au préalable créé les conditions pour trouver une autre réponse ?* » Sans pour autant rejeter, lit-on encore, les pratiques qui peuvent contribuer à l'auto-réalisation de l'individu.

A défaut d'une distro ou d'un local qui le diffuse, on peut se procurer le journal en écrivant à thelocalkids@autistici.org ou sur thelocalkids.noblogs.org



Patrick Schindler, *Contingent rebelle : récit d'un réfractaire au service militaire dans les années 1970*, ed. L'Échappée (Paris), février 2017, 190 p.

C'est vrai, on ne devrait jamais lire les perles des auteurs lâchées dans les interviews promotionnelles de leur dernier ouvrage. Le texte, rien que le texte ! Mais bon, la perche étant lancée à partir du moment où Schindler a non seulement la pédanterie d'écrire sous son nom, mais aussi d'étaler ce dernier dans les magazines racoleurs du moment, on les a lues. C'est ainsi que cet ancien du FHAR, d'Act Up et de la *Fédération anarchiste* (dont il fut tout de même secrétaire général en 2007) en est venu à alimenter la rubrique *La France d'avant* du magazine *Vice*, sous le titre « *À bas l'armée et toute autorité !* » – *j'ai fait mon service militaire dans la France des années 1970*.

Même en se pinçant le nez pour oublier l'odeur du support auquel Schindler a répondu pour booster les ventes de son autobiographie antimilitariste, cette mesure sanitaire se révèle de toute façon inutile quand on se rend compte que deux semaines plus tôt, à la place du bureaucrate anarchiste, c'est un maton qui a été interviewé *dans cette même rubrique La France d'avant*. Un bourreau désormais gradé et fier d'une profession qu'il exerce depuis une trentaine d'années, venu réclamer dans *Vice* la construction de nouvelles prisons. A ce stade, on se doute que la probabilité d'ouvrir ne serait-ce qu'une page de ce bouquin pour le chroniqueur est proche de zéro, tant il est clair qu'un récit sur le passé reflète forcément les idées du présent de celui qui l'écrit, et que *A bas toute autorité* ne peut côtoyer *Vivent les prisons*, y compris à des fins publicitaires ou benoîtement opportunistes. Et comme le puits est sans fond, voici également ce que pense

du monde qui l'entoure l'auteur qui ne sortait à l'époque en manif jamais sans son casque : « *Aujourd'hui, je me retrouve moins dans les actions de certains mouvements libertaires autonomes, parce que je déteste la violence – sauf en cas de légitime défense, comme le disait Kropotkine.* »

A quoi peut bien servir ce genre d'intellectuel de service qui disserte es-qualités sur l'anarchisme dans les médias ? D'une part à vider les idées révolutionnaires de toute potentialité subversive (c'est-à-dire aussi avec des *attaques* violentes), quitte à les falsifier*, d'autre part à semer la confusion en mettant sur un même plan violence libératrice d'en bas et violence oppressive d'en haut, et enfin à tracer une ligne de démarcation bien nette aux yeux de la répression entre gentils anars organisés et méchants *libertaires autonomes*. Dont acte. Tout compte fait, détestant également certaines violences, notamment celles insultant idées et actions anarchistes, on s'épargnera volontiers ici de lire ce qu'un Schindler a bien pu raconter sur son passé de réfractaire. Vu à qui il s'adresse (le lectorat du collabo des nouvelles prisons *Vice*), et vu ce qu'il avait sous la caboche quand il l'a rédigé.

■

* « *Les ennemis de la terreur [révolutionnaire] ne peuvent être que les ennemis du peuple* », voilà quoi qu'on en pense, ce qui paraissait par exemple dans le journal de Kropotkine, *Khleb i Volya* en pleine insurrection russe de 1905 (n°19-20, juillet 1905, p11). Et il ne parlait pas que de légitime défense, là !



Sans détour. Journal anarchiste apériodique n°0, juin 2018

On peut se réjouir par principe de la naissance d'une nouvelle publication anarchiste, ne serait-ce que parce que cela permet de faire circuler les idées en dehors de l'espace virtuel, c'est-à-dire dans la vie même. Et d'autant plus lorsque ce nouveau-né se définit dans son éditorial comme « *Un journal qui, attaché à ce principe anarchiste selon lequel toute séparation entre ce qui est dit et fait doit être aboli, ne cherche pas à se faire une place sur le forum des opinions stériles et inoffensives, mais s'attelle à tisser le lien entre la pensée et l'action. (...) Le bouleversement de ce monde ne sera pas le fruit des conditions objectives, des stratégies politiques ou des alliances entre différents groupes sociaux, mais bien plutôt la propagation d'élans de liberté, de rage et de rêves démesurés, d'une profusion d'initiatives individuelles et de combats à mener en chœur. Et c'est à cela que nous voulons contribuer. Avec haine et amour, poésie et humour. Mais, sans détour.* »

Au sommaire de ce beau format illustré avec goût, un dialogue entre la tête et le cœur d'un célèbre industriel de l'armement, des réflexions *au-delà* des manifestations destructrices de ces dernières années, un retour salutaire sur les quatre murs de la prison –ou plutôt de la société, et une longue note historique sur Carlo Cafiero et ses aventures insurrectionnelles.

On peut se le procurer en écrivant à sansdetour@riseup.net



.....
avisdetempetes.noblogs.org
.....

Paroles claires. La « bonne guerre » des anarchistes italiens immigrés aux États-Unis (1914-1920), ed. L'assoiffé (Marseille), mai 2018, 306 p.

Traduit en français quelques mois à peine après sa parution de l'autre côté des Alpes (aux éditions *Gratis et Indesiderabili*), *Paroles claires* n'est ni une succession dépoussiérée d'exploits individuels, ni un pensum pour s'évader de sa cellule sociale avant de dormir. C'est à la fois beaucoup plus et *autre chose*.

Qu'on prenne par exemple un compagnon comme Nestor Dondoglio, alias le cuisinier Jean Cronos, qui entreprit en 1916 d'empoisonner à l'arsenic une bonne partie de la classe dirigeante de l'Illinois. Non seulement ce n'est pas une histoire du passé –les riches et les dominants ont-ils jamais cessé de se réunir pour dîner ensemble ?–, mais c'est aussi un bon exemple de comment mêler préparation (le bougre avait suivi des cours de chimie par correspondance) et le fait de *saisir l'occasion*.

Mais ne nous y trompons pas. Au-delà de multiples récits d'attaques en tout genre enfin reprises aux historiens d'État qui en avaient vidé toute substance, le fil qui court dans *Paroles Claires* –pour se terminer par la solidarité autour de Sacco et Vanzetti après un détour par Wall Street–, reste bien celui qui relie actions et idées. Notamment celles présentes dans la *Cronaca Sovversiva*. A l'image de ces compagnons, qui « *n'opposèrent jamais la liberté de l'individu et les nécessités de l'association, la soif de savoir et l'envie de faire, la joie de vivre et le risque de mort, les mots à porter et l'action à réaliser.* »

